

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Université Lumière Lyon 2
18, quai Claude Bernard
69365 Lyon Cedex 07**

ACCORD-CADRE FCS 24019

**IMPRESSION DE DOCUMENTS ET SUPPORTS DE
COMMUNICATION NUMERIQUE SUR TOUT SUPPORT POUR
L'UNIVERSITE LUMIERE LYON 2**



Cahier des Clauses Administratives Particulières

SOMMAIRE

Table des matières

1.	ARTICLE 1 : OBJET – DISPOSITIONS GENERALES	3
2.	ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE	8
3.	ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS	9
4.	ARTICLE 4 : CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
5.	ARTICLE 5 : CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS	11
6.	ARTICLE 6 : GARANTIES DES PRESTATIONS	12
7.	ARTICLE 7 : OBLIGATION DES PARTIES.....	12
8.	ARTICLE 8 : PRIX DE L’ACCORD-CADRE	16
9.	ARTICLE 9 : PENALITES.....	17
10.	ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES	19
11.	ARTICLE 11 : GARANTIES FINANCIERES	22
12.	ARTICLE 12 : CESSION DE CREANCE ET NANTISSEMENT	22
13.	ARTICLE 13 : ASSURANCES	22
14.	ARTICLE 14 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE EN COURS D’EXECUTION	23
15.	ARTICLE 15 : RESILIATION	24
16.	ARTICLE 16 : DROIT, LANGUE ET UNITES MONETAIRES.....	25
17.	ARTICLE 17 : PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE – MESURES DE PREVENTION....	26
18.	ARTICLE 18 : LITIGE ET CONTENTIEUX	26
19.	ARTICLE 19 : DEROGATIONS AU CCAG FCS.....	27

PREAMBULE

En complément de l'article 2 du CCAG FCS, l'Université Lumière Lyon 2 est désignée dans le présent contrat sous les appellations « *Acheteur* », « *Université Lumière Lyon 2* » ou « *Université* ».

Le candidat retenu est désigné dans le présent contrat sous les appellations « *le titulaire* », « *le cocontractant* », le « *prestataire* » ou « *l'entreprise* ».

ARTICLE 1 : OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations d'impression de documents et supports de communication numériques sur tout support pour l'Université Lumière Lyon 2.

Les lieux d'exécution du présent accord-cadre concernent l'ensemble des sites de l'Université :

- Le campus Porte des Alpes et son site rattaché Vinatier (Bron) ;
- Le campus Berges du Rhône et ses sites rattachés Rachais (Lyon).

1.2. Allotissement, tranches et prestations supplémentaires ou alternatives

Le présent accord-cadre ne fait l'objet d'aucun allotissement. Cependant, conformément au Code de la commande publique, il s'inscrit dans le cadre d'un allotissement plus général pour des prestations d'impression pour l'Université Lumière Lyon 2 (impression de documents offset et numérique sur papier, impression d'enveloppes avec logo, impression offset de livres, impression numérique de livres, impression de Z-CARD®...).

Le contrat ne fait l'objet d'aucune décomposition en tranche optionnelle. Aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est demandée.

1.3. Forme et étendue de l'accord-cadre

Le présent contrat est un accord-cadre multi-attributaire à marchés subséquents. Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

L'accord-cadre sera conclu avec deux opérateurs économiques (sous réserve qu'un nombre suffisant d'offres déclarées recevables puisse permettre d'atteindre le maximum de deux titulaires). Dans le cas où moins de deux offres sont déclarées recevables, le contrat pourra être conclu avec un titulaire.

Les marchés subséquents de l'accord-cadre seront attribués dans les conditions et modalités définies au présent cahier des clauses administratives particulières.

Le contrat est passé sans minimum en valeur HT et avec un maximum en valeur de 60 000 € HT pour sa période initiale allant jusqu'au 23 juin 2025 à compter de la date de notification.

Pour chaque reconduction d'une période d'un an à la suite de cette période initiale, le contrat est passé sans minimum annuel en valeur HT et avec un maximum annuel en valeur de 100 000 € HT.

Le montant maximum correspond à l'engagement du titulaire d'honorer les commandes passées par l'Université Lumière Lyon 2 à concurrence de ce montant.

1.4. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale allant jusqu'au 23 juin 2025 à compter de la date de notification.

Par la suite, il est reconductible par période d'un (1) an à compter du 24 juin 2025, dans la limite de trois (3) reconductions.

La reconduction de l'accord-cadre se fera de manière tacite. A cet égard, la reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision n'est prise avant le jour de la date anniversaire du contrat.

Le renouvellement est une possibilité que le titulaire de l'accord-cadre est tenu d'accepter mais ne constitue pas une obligation pour l'acheteur.

L'accord-cadre pourra également être reconduit expressément de façon anticipée si le montant contractuel maximum HT de commande est atteint ou est sur le point d'être atteint avant la date anniversaire de l'accord-cadre marquant le point de départ de la reconduction.

A cet égard, en cas d'atteinte effective du montant maximum en cours d'exécution ou en prévision de cette atteinte, avant la date anniversaire de l'accord-cadre marquant le point de départ de la reconduction, l'acheteur pourra notifier par lettre recommandée avec accusé de réception ou via le profil acheteur de l'Université sa décision d'anticiper ou non la reconduction de l'accord-cadre. La date de notification au titulaire de la décision de la reconduction anticipée vaudra point de départ de la reconduction, à laquelle le titulaire ne peut pas renoncer. La nouvelle date anniversaire du contrat constitue le point de départ de la période d'une année suivante.

En cas de décision de non-reconduction de l'accord-cadre, le représentant de l'Université transmet sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou via le profil acheteur de l'Université avant le terme de la période en cours (date anniversaire du contrat).

La décision de ne pas reconduire ne donne droit à aucune indemnité de quelque nature que ce soit de la part de la personne publique. En cas de non-reconduction, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

1.5. Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence des titulaires du marché. Cette remise en concurrence intervient lors de chaque survenance du besoin.

Les titulaires doivent déposer une offre à chaque remise en concurrence préalable.

Les services prescripteurs communiquent aux titulaires une demande de prestation. Cette demande est faite par courriel.

Les titulaires de l'accord-cadre font parvenir au service prescripteur qui en fait la demande, dans un délai de 72 heures à compter de la réception de la demande de prestation, une offre de prix accompagnée de l'information de son délai de fabrication et de livraison de la prestation.

Le titulaire reconnaît avoir connaissance que l'absence d'offre de sa part, pour un marché subséquent, constitue en termes de concurrence, un préjudice pour l'acheteur. Dès lors, le titulaire s'expose à la mise en œuvre des sanctions contractuelles prévues par le présent cahier des clauses administratives particulières en cas d'absence de réponse. Dans tous les cas, le titulaire doit obligatoirement justifier, par écrit, les raisons de cette absence de réponse.

De même, les titulaires s'engagent à répondre à toute lettre de consultation, sous peine de voir l'accord-cadre résilié pour faute à leur égard en cas de refus non justifié par l'évocation d'une clause de conscience ou d'un conflit d'intérêt. De la même manière, la remise d'offres jugées irrégulières, inappropriées, inacceptables ou bien encore anormalement basses dans le but de se soustraire à l'obligation de mise en concurrence est constitutive d'une faute permettant à l'Université de prononcer la résiliation de l'accord-cadre à leurs torts exclusifs.

1.6. Critères d'attribution des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont attribués au titulaire de l'accord-cadre qui présente l'offre la plus avantageuse au regard des critères suivants :

Critères et sous-critères		Pondération
1	Prix TTC des prestations commandées pour le marché subséquent	45%
2	Valeur technique <i>Sous-critère n°1</i> : Moyens humains, matériels et conseils dédiés pour répondre à la demande de l'acheteur, pour contrôler la qualité de la prestation et pour assurer le conditionnement, la livraison ainsi que le service après-vente pour le marché subséquent (35 %) <i>Sous-critère n°2</i> : Délais de fabrication et de livraison pour le marché subséquent (10%)	45%
3	Démarches en matière de protection de l'environnement de l'entreprise adoptées spécifiquement dans le cadre de l'exécution du marché subséquent	10%

1. Prix TTC des prestations commandées : L'étude portera sur la pièce financière que propose le soumissionnaire. La note de 45 sera attribuée à l'offre la moins onéreuse. Les autres offres recevront une note proportionnelle à l'écart entre leur montant et le montant de l'offre la moins onéreuse. La formule de calcul sera la suivante : (prix de l'offre la moins onéreuse / prix de l'offre examinée) * 45 = note "Prix TTC des prestations commandées pour le marché subséquent".

2. Valeur technique : Les sous-critères seront analysés sur la base des informations transmises par le soumissionnaire dans la note technique et méthodologique pour le marché subséquent. La note maximale totale susceptible d'être obtenue pour ce critère est de 45/45. Les éléments attendus pour la mise en œuvre de ces sous-critères seront plus amplement indiqués dans la note technique et méthodologique.

3. Démarches adoptées en matière de protection de l'environnement pour le marché subséquent : Ce critère sera analysé sur la base des informations transmises par le soumissionnaire dans la note technique et méthodologique pour le marché subséquent. La note maximale totale susceptible d'être obtenue pour ce critère est de 10/10. Les éléments attendus pour la mise en œuvre de ces sous-critères sont plus amplement indiqués dans la note technique et méthodologique.

Nota 1 : Les notes obtenues aux critères et sous-critères seront arrondies à deux décimales (si la troisième décimale est inférieure à 5, l'arrondi s'effectue au centième inférieur ; si la troisième décimale est supérieure ou égale à 5, l'arrondi s'effectue au centième supérieur).

Nota 2 : En cas d'égalité de points entre les titulaires sur la note finale, seule la note globale sur le critère valeur technique sera utilisé pour les départager.

Nota 3 : Dans le cas où certains éléments de l'offre d'un titulaire sont peu clairs et incertains, l'acheteur aura la possibilité de demander aux titulaires de préciser la teneur de leur offre (dans un délai qui sera défini par l'acheteur). Les précisions apportées doivent permettre à l'université de comparer les offres, dans le respect de l'égalité de traitement des titulaires et sans affecter le jeu de la concurrence (sans modification de l'offre).

Nota 4 : Dans le cas où une erreur purement matérielle et d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi serait détectée sur les documents financiers du marché subséquent, il n'en sera pas tenu compte dans un premier temps pour le jugement des offres. Toutefois, si le titulaire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier et mettre en concordance ses prix. En cas de refus, son offre sera considérée comme non cohérente et éliminée.

1.7.Modalités d'exécution des marchés subséquents

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord-cadre).

Aucune commande ne doit être acceptée par le titulaire en l'absence de bon de commande émis par les applications comptables de l'établissement et signé par les personnes habilitées à représenter la direction de l'établissement.

Toute prestation exécutée au mépris de la stipulation précitée ne fera l'objet d'aucun paiement. Le titulaire renonce à toute action fondée sur l'enrichissement sans cause dès lors qu'il a exécuté une ou plusieurs prestations sans s'être vu adresser un bon de commande émis par les applications comptables de l'établissement et signés par les personnes habilitées à représenter sa direction.

1.8. Délais d'exécution des marchés subséquents

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la réception par le titulaire du bon de commande. Ce délai est celui sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre.

1.9. Bons de commande

Les bons de commande sont adressés au titulaire par courriel ou courrier jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. En conséquence, la durée de validité des bons de commande est égale à la durée de validité de l'accord-cadre augmentée du délai susceptible de s'écouler entre l'émission du dernier bon de commande et la réception des prestations et fournitures correspondantes.

Aucune prestation ou fourniture ne peut être réalisée ou livrée par le titulaire ni peut ouvrir droit à paiement si elle n'a pas été précédée de l'émission d'un bon de commande établi par un représentant dûment habilité de l'acheteur.

Seuls les bons de commande signés par la ou les personnes habilitées pourront être honorés par le titulaire. Ils sont émis sur la base des prix mentionnés dans le bordereau des prix.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom exact de l'acheteur (campus/ direction/ service) ;
- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro de l'accord-cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- La date de début et de fin des prestations ;
- Le(s) lieu(x) de réalisation des prestations ;
- Le montant HT et TTC du bon de commande ;
- Les délais laissés, le cas échéant, au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification d'un bon de commande pour présenter, sous peine de forclusion, ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté sans réserve.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul, qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

1.10. Variantes et prestations éventuelles ou alternatives

En vertu des articles R.2151-8 à R.2151-11 du Code de la Commande, il est précisé qu'aucune variante libre n'est autorisée par l'acheteur.

Aucune variante obligatoire ou orientée n'est imposée par l'acheteur. Les candidats doivent uniquement répondre à la solution de base.

Enfin, aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue par l'acheteur.

1.11. Prestations similaires / livraisons complémentaires

L'acheteur pourra, conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, passer avec le titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans un délai de trois ans à compter de la notification du contrat.

L'acheteur pourra, conformément à l'article R.2122-4 du Code de la commande publique, passer avec le titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence ayant pour objet des livraisons complémentaires.

1.12. Clause de réexamen

En application des dispositions des articles L.2194-1 et suivants, de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique et outre le cas prévu à l'article 25 du CCAG FCS, le présent accord-cadre et les marchés subséquents pourront être modifiés quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- En cas d'évolution de la législation ou de la réglementation en vigueur ;
- Afin d'améliorer les performances environnementales, sociales ou sociétales des fournitures et services, notamment en augmentant la part de biens issus du réemploi, de la réutilisation ou de déchets recyclés ;
- Pour adapter les fournitures et services aux évolutions techniques, technologiques et aux innovations, ainsi qu'aux besoins de mutabilité du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, notamment en ce qui concerne l'amélioration de l'accessibilité pour les personnes handicapées ou bien encore de l'expérience des usagers ;
- Pour prendre en compte des modifications intervenues sur le patrimoine immobilier et/ou mobilier de l'Université ou répondre à l'obsolescence des matériels.

Dans ces cas, les parties pourront convenir d'ajouter, de retirer ou de modifier tout ou partie des prestations prévues au contrat par voie d'avenant.

1.13. Formes des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous les moyens permettant d'attester de la date de réception.

Dans le cadre de la dématérialisation, les échanges pourront se faire via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces constitutives de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après (priorité décroissante) :

- L'acte d'engagement (A.E) et ses annexes (déclaration de co-traitance, déclaration de sous-traitance, avenants, mises au point, autres actes modificatifs) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les questions/ réponses aux demandes de précisions sur la teneur du dossier de consultation des entreprises au stade de l'accord-cadre, le cas échéant ;
- L'offre de prix sous la forme de la simulation de commande remplie par le titulaire au stade de l'accord-cadre ;
- L'offre technique et environnementale sous la forme du cadre de réponse fourni par le titulaire au stade de l'accord-cadre (cadre de réponse technique et environnemental) ;
- Le cahier des charges du marché subséquent (avec l'ensemble des pièces qui y sont associées), le cas échéant ;
- Les questions/ réponses aux demandes de précisions sur la teneur du dossier de consultation des entreprises au stade du marché subséquent, le cas échéant ;
- L'offre de prix du titulaire remise au stade du marché subséquent (bordereau des prix ou le devis détaillé des fournitures, équipements et prestations à réaliser) ;
- L'offre technique du titulaire remise au stade du marché subséquent (note technique et méthodologique) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre ne saurait considérer cette liste comme exhaustive et devra impérativement se conformer aux obligations définies par les différents textes réglementaires ou référents professionnels, en vigueur lors de la réalisation de toutes les prestations à exécuter au titre du présent accord-cadre.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises.

Les conditions générales de vente émises par le titulaire, ses fournisseurs ou ses sous-traitants ne sont pas applicables à l'accord-cadre.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et, le cas échéant, des annexes à l'acte d'engagement ainsi que de tous documents nouveaux ou modifiés par rapport au dossier de consultation. L'exemplaire original des pièces particulières, conservé dans les archives de l'acheteur, fait seul foi. Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG FCS, la notification ne comporte pas les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des documents remis dans le cadre de la consultation. De même, le titulaire est tenu d'avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicables aux prestations, aux sites, au présent accord-cadre et marché subséquent. Les prix du contrat sont réputés en tenir compte.

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations et fournitures attendues sont décrites dans le CCTP.

En cours de réalisation des prestations, le titulaire doit informer sans délai l'Université de l'entrée en vigueur de toute nouvelle réglementation (nationale ou européenne) relative à la bonne exécution des prestations. Il s'engage à se conformer à cette nouvelle réglementation pour la période d'exécution restante de l'accord-cadre.

L'entrepreneur doit tenir compte également des particularités des accès pour l'amenée de son matériel et la circulation de ses véhicules.

L'entrepreneur est réputé avoir exactement apprécié la nature et les difficultés présentées par les différentes prestations demandées par l'acheteur, avoir vérifié les quantités portées sur le descriptif et avoir porté à la connaissance du prescripteur avant la remise de son offre toute anomalie, sujétion, omission, manque de concordance, impossibilité technique ou toute autre erreur à rectifier afin de permettre la bonne exécution des prestations demandées.

En conséquence, l'entrepreneur est supposé avoir tenu compte de l'ensemble des caractéristiques techniques du besoin dans l'établissement de son prix. Il ne saurait prétendre de ce fait à aucune rémunération supplémentaire.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du présent contrat).

4.1. Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable qui seront définis lors des marchés subséquents. Ces obligations sont les suivantes :

- Le titulaire exécute ses prestations en privilégiant le recours à l'emploi de fournitures issues du réemploi, de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées (utilisation de matières recyclées pour les supports ainsi que les encres) ;
- Le titulaire recourt à la rationalisation des déplacements pour les livraisons ;
- Sauf demande contraire du service prescripteur, le titulaire récupère systématiquement les bâches et les panneaux extérieurs pour réemploi, réutilisation ou recyclage.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

4.2. Continuité du service

Le titulaire doit assurer la continuité de la prestation. En cas d'arrêt de travail de son personnel ou de toute situation qui affecterait l'exécution de la prestation, le titulaire devra assurer la continuité des prestations définies dans le présent accord-cadre sans réduction d'effectifs.

Dans le cas où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus à l'accord-cadre, l'Université se réserve le droit de recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

4.3. Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG FCS, l'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 5 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

4.4. Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG FCS.

Des précisions sont inscrites au CCTP du présent accord-cadre.

L'attention des titulaires est attirée sur le fait que des livraisons peuvent avoir lieu en étage ou en sous-sol. Le matériel nécessaire pour toutes les livraisons doit être prévu par le titulaire.

Aucune livraison ne donne lieu à des frais supplémentaires.

ARTICLE 5 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées conformément aux dispositions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG FCS, sous réserve des dérogations suivantes.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux présentes stipulations.

Cependant, par dérogation à l'article 27.2.1, quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont toujours à la charge du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.2.3, l'Université n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures fixés pour la vérification des prestations.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS et sous réserve des vices cachés, à compter de la date d'achèvement des prestations ou de l'exécution du service, l'acheteur dispose d'un délai de 7 jours calendaires pour procéder aux opérations de vérification et prononcer l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations. En l'absence de décision prise au-delà de ce délai, les prestations sont réputées admises.

Par dérogation aux articles 30.2.1, 30.2.2 et 30.2.3 du CCAG FCS, en cas de non-conformité des prestations au présent CCAP et au CCTP à l'issue des opérations de vérification, l'acheteur peut inviter le titulaire à mettre au point les prestations dans le délai qui lui sera prescrit. Passé ce délai, l'acheteur se réserve le droit de faire reprendre la prestation, aux frais et risques du titulaire.

En outre, en cas de non-conformité des prestations au présent CCAP et au CCTP à l'issue des opérations de vérification, l'acheteur a le droit d'admettre les prestations avec réfaction de prix.

Par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG FCS, en cas de rejet des prestations, le titulaire s'engage à reprendre la prestation dans le délai qui lui sera prescrit. Passé ce délai, l'acheteur se réserve le droit de faire reprendre la prestation, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 6 : GARANTIES DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 33 du CCAG FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est de 10 jours calendaires, sauf indication contraire écrite de l'Université.

ARTICLE 7 : OBLIGATION DES PARTIES

7.1.Obligation de l'acheteur

L'Université fera son affaire des dommages causés à autrui de son fait.

L'Université s'engage à donner toutes les facilités aux agents du titulaire pour accéder aux locaux afin d'effectuer les prestations.

7.2.Obligation du titulaire

Pour l'ensemble des prestations objet du présent accord-cadre, il incombe au titulaire une obligation de résultat. Il s'engage à apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur, au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution.

Le personnel du titulaire intervenant dans les locaux de l'Université est soumis aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. Le non-respect par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent à ses torts.

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou encore aux biens appartenant à l'Université.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure.

7.3.Changement de situation juridique et administrative du titulaire

Le titulaire s'engage à notifier au service gestionnaire de l'accord-cadre tout changement affectant sa situation juridique et administrative.

Il doit également notifier les jugements de redressement ou liquidation judiciaire ou toute mesure d'interdiction de concourir prise à son encontre, notamment celles prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-12 du Code de la commande publique.

En cas de changement de la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, le titulaire communiquera tous les justificatifs attestant de ce changement de situation (pouvoirs engageant le titulaire et ses cotraitants, extrait K bis, publications légales, copies de procès-verbaux d'assemblées générales, jugements...).

7.4.Co-traitance

Quelle que soit la nature du groupement, le mandataire assure la coordination des entreprises et la représentation du groupement.

Les prix sont réputés tenir compte de ces missions.

Si le titulaire de l'accord-cadre est un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire, en cas de défaillance du mandataire en cours d'exécution de l'accord-cadre, alors un nouveau mandataire est désigné dans les conditions de l'article 3.5 du CCAG FCS. Ce dernier ne se voit pas imposer une obligation de solidarité avec les autres co-traitants. Son rôle est limité à la représentation et la coordination des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur.

Le mandataire représente également le groupement vis-à-vis de tous les intervenants visés en préambule du présent CCAP.

7.5.Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations. Il ne peut cependant pas sous-traiter en totalité les prestations qui lui sont commandées.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'Université selon les modalités définies aux articles L.2193-4 et suivants du Code de la commande publique et les dispositions de l'article 3.6 du CCAG FCS.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire remet au service référent un acte spécial de sous-traitance.

L'Université Lumière Lyon 2 se réserve le droit à tout moment en cours d'exécution de demander au titulaire de produire le contrat de sous-traitance.

L'acte spécial de sous-traitance indiquera avec précision :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- Les modalités de calculs et de versement des acomptes et des avances ;
- La date d'établissement des prix ;
- Les stipulations relatives aux délais, primes, pénalités, réfections et retenues diverses ;
- Les modalités de révision ou d'actualisation des prix ;
- Le nom de la personne habilitée à donner les renseignements.

L'acceptation du sous-traitant ne peut pas être tacite.

Le titulaire est informé que le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant par l'acheteur, entraîne l'application des mesures coercitives prévues par le CCAG FCS et les textes en vigueur.

Le titulaire assurera le suivi et la direction des prestations confiées au(x) sous-traitant(s). Il contrôlera en permanence la qualité des prestations réalisées par le(s) sous-traitant(s) et réalisera l'ensemble des autocontrôles nécessaires.

Le sous-traitant sera informé de l'ensemble des dispositions du présent accord-cadre. Les obligations du titulaire en termes de modalité d'exécution et de respect des pièces écrites du présent accord-cadre, s'appliquent en totalité au(x) sous-traitant(s) accepté(s) par l'Université Lumière Lyon 2. Pour cela, le titulaire fournira l'ensemble des pièces écrites au(x) sous-traitant(s).

Le titulaire assumera vis-à-vis de l'Université Lumière Lyon 2 la responsabilité pleine et entière de l'éventuelle méconnaissance par le sous-traitant de ces obligations, mais également des éventuelles malfaçons constatées.

7.6.Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées ou endommagées.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

7.7.Données à caractère personnel

Les dispositions de l'article 5.2 du CCAG FCS s'appliquent.

Les dispositions suivantes complètent cet article.

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, l'Université et le titulaire s'engagent à prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de se conformer aux exigences des textes en vigueur relatifs au traitement de données à caractère personnel.

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (Règlement Général sur la Protection des Données, ci-après RGPD).

Le titulaire, assimilé à un sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, procède à un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'Université, s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité appropriées au risque.

Le non-respect des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel pourra conduire à l'application de pénalités de retard voire de résiliation de l'accord-cadre.

Parallèlement, tout manquement sera susceptible d'entraîner des sanctions administratives et pénales par la CNIL.

Si le titulaire est amené à avoir accès à certaines données à caractère personnel dans le cadre du présent accord-cadre, il s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiées, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du présent accord-cadre ;
- Ne pas utiliser les documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- Ne pas divulguer les informations à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du présent accord-cadre ;
- Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel en cours d'exécution des présentes ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations à caractère personnel traitées pendant la durée du présent accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire, dès notification du bon de commande correspondant, sans qu'il soit signé un avenant à l'accord-cadre sauf en cas d'incidence financière

avérée. Le titulaire devra informer l'Université lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour l'accord-cadre.

7.8. Mesures de sécurité

Les dispositions des articles 5.1, 5.3 et 5.4 du CCAG FCS relatifs aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent accord-cadre. Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques aux locaux de l'Université ou d'accès à des informations.

Il est de l'obligation du titulaire :

- D'informer le personnel placé sous son autorité des diverses consignes de sécurité générales et particulières propres à l'Université et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés ;
- De mettre à la disposition du personnel placé sous son autorité des outils, matériels et moyens de prévention conformes à la réglementation en vigueur et à leur faire connaître les consignes liées à leur emploi ;
- De faire savoir à leur personnel que les prestations seraient arrêtées si les consignes de sécurité prévues n'étaient pas respectées ;
- Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

ARTICLE 8 : PRIX DE L'ACCORD-CADRE

8.1. Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1 du CCAG FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires notamment la valeur des pièces, éléments ou outillages indispensables, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications prévues à l'article 32 du CCAG FCS.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par l'Université :

- en tenant compte de toutes sujétions notamment prévisibles ;
- en tenant compte de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- en tenant compte de toute autre cause.

Les formations aux utilisateurs ne donneront pas lieu à l'établissement d'un prix, elles sont comprises dans les prestations du titulaire.

8.2. Forme et type de prix

Les prestations faisant l'objet du présent contrat seront réglées par application des prix unitaires et / ou forfaitaires et /ou mixtes issus des devis émis à chaque besoin lors des marchés subséquents.

Le titulaire du marché subséquent s'engage à respecter strictement les prix pour lesquels il s'est engagé. Sauf stipulation contraire de l'acheteur dans les pièces du marché subséquent, les prix sont fermes et définitifs pour toute la durée du marché subséquent notifié. Les prix des marchés subséquents sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres.

Les prix de l'accord-cadre sont indicatifs. Néanmoins, le titulaire s'engage durant toute la durée de l'accord-cadre, à conserver une cohérence entre les prix définitifs produits lors de l'attribution de chaque marché subséquent et les prix indicatifs mentionnés au stade de l'accord-cadre. Le non-respect de cette condition est susceptible de constituer une faute et donc d'entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

Le titulaire est tenu de faire bénéficier l'Université de toute offre promotionnelle destinée à l'ensemble de sa clientèle.

ARTICLE 9 : PENALITES

Le présent article 9 déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

Les pénalités seront directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

Les pénalités commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

Les pénalités sont dues par le titulaire, quel que soit leur montant.

Aucune exonération de pénalité n'est applicable. Les pénalités ne sont pas plafonnées et sont cumulables entre elles pour un même fait.

Ces sanctions sont applicables de plein droit et ne font pas obstacle à l'application des possibilités de résiliation du contrat.

9.1. Pénalités :

Pénalités pour retard d'exécution ou de livraison des impressions :

50 euros par jour de retard.

Pénalités pour refus du titulaire de l'accord-cadre de postuler à l'attribution d'un marché subséquent (absence d'offre dans le délai fixé) ou remise d'une offre jugée irrégulière, inappropriée, inacceptable, hors délai ou bien encore anormalement basse dans le but de ne remettre aucune offre :

Pénalité forfaitaire de 300 euros par manquement constaté.

Pénalités pour non-respect de la confidentialité :

Pénalité forfaitaire de 500 euros par manquement constaté.

Pénalité pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, il peut se voir appliquer une pénalité dont le montant respecte la double limite suivante :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant de l'accord-cadre ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du Code du travail, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'Université pourra :

- soit appliquer les pénalités contractuelles,
- soit rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Pénalité en cas de résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute du titulaire, l'acheteur peut appliquer un abattement de 10% sur les prestations admises et non encore payées.

Pénalité pour tout autre manquement aux clauses du CCTP et du CCAP

Pour chaque violation contractuelle non susmentionnée, une pénalité forfaitaire de 30 euros s'appliquera par manquement constaté.

9.2.Caractère non libératoire des pénalités

Les pénalités prévues par le présent accord-cadre ne présentent aucun caractère libératoire.

Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

9.3.Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 45 du CCAG FCS et en complément des stipulations prévues à l'article 5 du présent CCAP, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Pour rappel, au cas où il en résulte une augmentation des dépenses par rapport aux prix du bon de commande, ces frais supplémentaires sont à la charge du titulaire et imputés d'office sur le montant de la facturation suivante. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES

10.1. Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

10.2. Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire de l'accord-cadre lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le titulaire du marché peut renoncer au versement de l'avance.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement...) que celles applicables au titulaire des marchés.

Ainsi, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le montant de 50 000 € HT prévu à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, qui conditionne le versement de l'avance, s'apprécie par rapport au montant global du marché, et non par rapport au montant des prestations sous-traitées. Le refus du titulaire de bénéficier de l'avance n'empêche pas les sous-traitants de demander à en bénéficier.

Le sous-traitant ne peut recevoir l'avance qu'après avoir constitué une garantie à première demande portant sur la totalité du remboursement de l'avance.

10.3. Modalités de règlement des comptes

Les paiements seront effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures (et après service fait), ainsi que tous les éléments justificatifs, en un original et un duplicata, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La date de la prestation ;
- La désignation de l'organisme débiteur complété du campus concerné ;
- Le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers de l'accord-cadre ou que, eu égard aux prescriptions de l'accord-cadre, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'accord-cadre et directement lié à l'accord-cadre ;
- Le montant TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités et retenues établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre.

L'absence d'une mention obligatoire et plus particulièrement du numéro de l'accord-cadre et le numéro de bon de commande peut entraîner le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Il ne peut être facturé que les prestations effectuées.

Les factures établies par le titulaire sont adressées à l'adresse suivante :

**Université Lumière Lyon 2
Agence Comptable
18, quai Claude Bernard
69365 Lyon cedex 07**

Dématérialisation des factures – Chorus Pro

Les factures sont obligatoirement transmises par voie dématérialisée sur le portail Chorus Pro :
<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour ce faire, après avoir enregistré votre société sur le portail Chorus Pro, vos factures dématérialisées pourront être adressées à l'Université Lumière Lyon 2 et devront comporter obligatoirement les informations suivantes :

- Le numéro SIRET, qui identifiera l'Université Lumière Lyon 2 en tant que destinataire de la facture : 196 917 751 00014 ;
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande (45 + 8 chiffres) transmis pour acter votre prestation.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

L'Université se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre, en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire (joindre un RIB).

En cas de changement de RIB en cours de l'accord-cadre, il est impératif d'en avvertir notre service, par écrit avec les pièces justificatives.

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du titulaire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG FCS.

En cas de sous-traitance :

Le seuil du paiement direct est fixé à 600 € TTC conformément à l'article R.2193-10 du Code de la commande publique.

Toute renonciation au paiement direct est réputée non écrite. Le paiement direct est obligatoire même si le titulaire de l'accord-cadre est en état de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Université au titulaire de l'accord-cadre, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours, à compter de la réception, pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'Université.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'Université accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par l'Université de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'Université de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

L'Université informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10.4. Délai global de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à trente jours pour les pouvoirs adjudicateurs.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts d'un montant inférieur à 5 euros ne seront pas ordonnancés ou mandatés.

Conformément à l'article R.2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.5. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

ARTICLE 11 : GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 12 : CESSION DE CREANCE ET NANTISSEMENT

L'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles L.2191-8 et R. 2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

ARTICLE 13 : ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Université et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Université et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 14 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION

14.1. Dispositif de vigilance (article D.8222-5 du Code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail.

14.2. Dispositif d'alerte (article D.8222-6 du Code du travail)

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du Code du travail, le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, l'acheteur enjoint aussitôt au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de cette mise en demeure pour apporter la preuve de la fin situation délictuelle, sans quoi, à l'issue de ces deux mois, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

14.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D.8254-2 du Code du travail, le titulaire ainsi que tout sous-traitant s'engagent à remettre aux acheteurs, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 et affectés à la réalisation des prestations. Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre de titre valant autorisation de travail.

Conformément à l'article D.8254-4 du Code du travail, cette liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail est adressée tous les 6 mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

En cas de non-respect de ces dispositions et après mise en demeure restée infructueuse pendant deux jours, le bon de commande est annulé. Le manquement répété au présent article de la part du titulaire peut conduire à la résiliation de l'accord-cadre.

14.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs (hors de France)

Tout titulaire ainsi que tout sous-traitant qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L.1261-1 à L.1265-1 et R.1261-1 à D.1265-1 du Code du travail.

Ils doivent notamment adresser une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation et désigner un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle compétents pendant la durée de la prestation.

À cet effet, et conformément à l'article R.1263-12 du Code du travail, le titulaire ainsi que tout sous-traitant adressent à l'acheteur et au bénéficiaire, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R.1263-7 ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du travail, l'acheteur vérifie que le titulaire ou le sous-traitant qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

ARTICLE 15 : RESILIATION

15.1. Résiliation pour motifs d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, la personne publique pourra mettre fin de manière anticipée à l'accord-cadre pour un motif d'intérêt général, sans indemnité (y compris pour les frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution) et à tout moment, par décision de résiliation unilatérale qui devra être notifiée par courrier avec accusé de réception au titulaire ou par le biais du profil acheteur.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG FCS. Ce décompte, une fois arrêté par la personne publique, est ensuite notifié au titulaire.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie un marché subséquent ou un bon de commande notifié pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé à 3 %.

15.2. Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre

L'accord-cadre pourra être résilié par la personne publique ou à la demande du titulaire dans les cas prévus à l'article 40 du CCAG FCS.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG FCS. Ce décompte, une fois arrêté par la personne publique, est notifié au titulaire.

15.3. Résiliation pour fautes du titulaire

Par dérogation aux articles 41.1 et 41.2 du CCAG FCS, en cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier, sans mise en demeure préalable, le contrat aux torts du titulaire. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG FCS. Ce décompte, une fois arrêté par la personne publique, est ensuite notifié au titulaire.

15.4. Résiliation pour travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222-6 et L.8222-5 du Code du travail, l'acheteur peut être saisi par un agent de contrôle, un syndicat, une association professionnelle ou une institution représentative du personnel, de la situation irrégulière du titulaire de l'accord-cadre.

Cette situation peut-être une dissimulation d'activité (article L.8221-3 du Code du travail) et/ ou une dissimulation d'emploi salarié (article L.8221-5 du Code du travail).

Dès sa saisine, l'acheteur enjoindra aussitôt le titulaire de faire cesser cette situation sans délai. L'entreprise ainsi mise en demeure apportera à l'acheteur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat sera rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

L'acheteur informera l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

ARTICLE 16 : DROIT, LANGUE ET UNITES MONETAIRES

Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi (liste non exhaustive).

S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

ARTICLE 17 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE – MESURES DE PREVENTION

17.1. Travailleurs étrangers

Tout travailleur étranger intervenant pour le compte du titulaire doit être porteur d'un titre l'autorisant à exercer une activité salariée en France, à moins qu'il ne soit exempté de la possession d'un tel titre en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, ou de traités ou accords internationaux.

17.2. Travailleurs dont l'aptitude physique est restreinte

Le titulaire s'engage à se conformer strictement à la réglementation en vigueur relative au travail des personnes dont l'aptitude physique est restreinte.

17.3. Mesures de prévention

Le titulaire s'engage à fournir à ses préposés, à ses frais exclusifs, tous les équipements de protection individuelle nécessaires à l'exécution des tâches qu'appellent les prestations qu'il leur confie au titre du présent accord-cadre.

Tout accident survenu au cours d'opération réalisées en exécution de l'accord-cadre devra impérativement être immédiatement porté à la connaissance de l'Université.

17.4. Droit du travail et protection de l'environnement

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent contrat et relative, d'une part, à la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et, d'autre part, à la protection de l'environnement ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire concerné.

ARTICLE 18 : LITIGE ET CONTENTIEUX

Conformément à l'article 46 du CCAG FCS, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

En cas de persistance du désaccord, le tribunal administratif compétent est le tribunal administratif de Lyon :

Tribunal Administratif de Lyon
184 rue Duguesclin
69433 Lyon
Téléphone : 04 78 14 10 10
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr
Télécopie : 04 78 14 10 65
Site internet : lyon.tribunal-administratif.fr

ARTICLE 19 : DEROGATIONS AU CCAG FCS

Les dérogations aux CCAG FCS, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

- L'article 1.9 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG FCS ;
- L'article 2 du CCAP déroge aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG FCS ;
- L'article 4.3 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG FCS ;
- L'article 5 du CCAP déroge aux articles 27.2.1, 27.2.3, 30.2.1, 30.2.2, 30.2.3, 30.4.3 et 30.1 du CCAG FCS ;
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG FCS ;
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG FCS ;
- L'article 15.3 du CCAP déroge aux articles 41.1 et 41.2 du CCAG FCS ;
- L'article 17.4 du CCAP déroge aux articles 6.2 et 7.2 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG FCS, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.